

Genève, le 28 mars 2012

2004-2012

Monsieur Ueli Maurer
Conseiller fédéral
Palais fédéral
3003 Berne

VBS / GS	
29. MRZ. 2012	
12-42	
A. 003987	
<input type="checkbox"/>	C VBS
<input type="checkbox"/>	GS
<input type="checkbox"/>	Stab C VBS
<input type="checkbox"/>	Komm
<input type="checkbox"/>	Fingerring VBS
<input type="checkbox"/>	Pfand VBS
<input checked="" type="checkbox"/>	Akt.
<input type="checkbox"/>	Bücher
<input type="checkbox"/>	Schlüssel
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input checked="" type="checkbox"/>	Zusätzliche
<input checked="" type="checkbox"/>	X Eltern / andere

Monsieur le Conseiller fédéral,

Le Conseil d'Etat de la République et canton de Genève a pris connaissance de la lettre que vous avez adressée le 1^{er} décembre 2011 aux gouvernements cantonaux relative à la mise en consultation de l'ordonnance d'application de la loi fédérale sur les guides de montagne et les autres prestataires d'activités à risque.

D'une manière générale, le Conseil d'Etat approuve les mesures proposées visant à améliorer la qualité et la sécurité des activités à risque en montagne. Cependant, notre Conseil est persuadé que pour atteindre ces objectifs, il est nécessaire de pouvoir s'appuyer sur des compétences existantes en la matière. Or, ces compétences ne sont pas nécessairement disponibles au sein d'administrations cantonales situées dans des zones urbaines et/ou de plaine. Par conséquent, notre Conseil estime problématique que l'ordonnance ne mentionne pas la possibilité des autorités cantonales devant délivrer les autorisations aux prestataires des activités concernées de trouver des arrangements *intercantonaux* appropriés.

Le principal problème pour un canton tel que le nôtre, déjà identifié dans la loi et confirmé par l'ordonnance, concerne l'obligation faite aux cantons de recevoir et de traiter des demandes. Cela implique la mise sur pied d'un guichet dédié à cette activité, qui n'est ni très répandue dans notre canton et dont les demandeurs ne représentent pas une masse critique suffisante pour en rentabiliser son fonctionnement. Le Conseil d'Etat genevois demande donc une modification du texte proposé à l'article 14, alinéa 1 de l'ordonnance permettant aux cantons de s'organiser entre eux pour déléguer leurs compétences auprès de certains d'entre eux, comme c'est déjà le cas aujourd'hui.

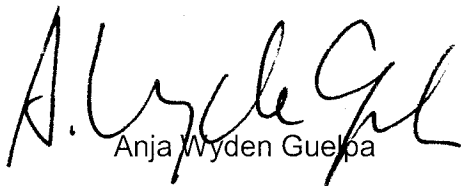
Pour assurer le succès de la mise en œuvre de cette législation, il nous paraît essentiel d'autoriser expressément les collaborations intercantionales selon les modalités à définir entre les cantons intéressés.

En annexe, vous trouverez nos commentaires détaillés portant sur le projet d'ordonnance.

Vous remerciant de l'attention que vous prêterez à la prise de position de notre canton, nous vous prions de croire, Monsieur le Conseiller fédéral, à l'assurance de notre considération distinguée.

AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :



Anja Wyden Guepka

Le président :



Pierre-François Unger

Annexe mentionnée

Copie à : canton de Vaud ; canton du Valais

**Commentaires du canton de Genève
sur le projet d'ordonnance sur les guides de montagne et les organisateurs d'autres
activités à risque (ORisque)**

Art. 14	<i>Octroi de l'autorisation</i>
Art. 16	<i>Avis de changement</i>
Art. 17	<i>Publication</i>
Art. 18	<i>Mesures en cas de non-respect des prescriptions</i>

Nous considérons que les mentions aux articles précités des vocables "autorités cantonales" ou "l'autorité cantonale compétente" doivent tenir compte du fait que les activités concernées par la loi fédérale sur les guides de montagne et les organisateurs d'autres activités à risque, que la présente ordonnance doit mettre en application, sont dépendantes de la présence ou non de montagnes sur les territoires cantonaux.

Pour les cantons urbains et/ou de plaine, il apparaît difficilement justifiable de mettre sur pied, au sein de leurs administrations, des entités chargées de l'octroi, du renouvellement, de la surveillance et le cas échéant du retrait d'autorisations permettant de pratiquer les activités mentionnées. En effet, cette mise sur pied impliquerait des coûts importants pour une activité sans doute très limitée. Un faible nombre de demandes limiterait ainsi le développement des « connaissances-métier » nécessaire pour les traiter correctement. Enfin, dans la période économiquement délicate que de nombreuses administrations cantonales connaissent, il nous paraît essentiel de concentrer nos efforts et de réfléchir à une concentration des guichets administratifs.

La procédure d'obtention d'une autorisation de pratiquer des activités concernées par l'ordonnance est une procédure écrite et pour laquelle la transmission des documents requis se fait par courrier, postal ou électronique. Par conséquent, l'autorité délivrant l'autorisation peut se trouver n'importe où sur le territoire, de préférence à proximité de l'autorité expérimentée assurant la surveillance et l'application des normes.

Nous proposons par conséquent d'assouplir l'article 14 de l'ordonnance, *Octroi de l'autorisation*, appliquant l'article 7 de la loi fédérale comme suit:

¹ Le requérant doit formuler la demande par écrit auprès des autorités cantonales du domicile ou du siège *ou à l'autorité cantonale désignée compétente dans le cadre d'un concordat intercantonal*.

De même à l'article 16 *Avis de changement*:

¹ Tout détenteur d'une autorisation est tenu de communiquer à l'autorité cantonale compétente *ou à l'autorité cantonale désignée compétente dans le cadre d'un concordat intercantonal* les changements suivants dans les 30 jours

De même, à l'article 17 *Publication*:

¹ L'autorité cantonale compétente *ou à l'autorité cantonale désignée compétente dans le cadre d'un concordat intercantonal* publie sur Internet toutes les autorisations en cours de validité avec les données suivantes:

Enfin, à l'article 18 *Mesures en cas de non-respect des prescriptions*

¹ Si elle constate que les prescriptions de la loi ou de la présente ordonnance ne sont pas respectées, l'autorité cantonale compétente *ou l'autorité cantonale désignée compétente dans le cadre d'un concordat intercantonal* pour délivrer l'autorisation prend les mesures nécessaires.